

**PRATIQUES MIGRATOIRES ET RÉINTÉGRATION DES MIGRANTS
DANS LES TERRITOIRES DE DÉPART.
LECTURE À PARTIR DE QUELQUES EXEMPLES EN AFRIQUE**

La littérature relative aux migrations internationales en Afrique s'est longtemps intéressée en priorité aux questions de départ et d'intégration des migrants, leurs contributions au développement, les migrations clandestines et forcées. Les études sur le retour des migrants dans leur pays d'origine n'ont été que très peu abordées, faute d'intérêts ou de données. La question du retour des migrants renvoie à la fois aux retours physiques, aux retours matériels et immatériels, aux retours volontaires et involontaires. Abordée sous l'angle des intentions de retour, de la réalisation du retour et surtout de la réintégration après le retour, cette question reflète les aspirations qu'ont les migrants ainsi que les contraintes auxquelles ils font face au cours de leurs trajectoires.



Nadine YEMELONG TEMGOUA est Chargée de Cours au département de Géographie de l'École Normale Supérieure de l'Université de Bamenda. Titulaire d'un Doctorat/Ph.D en Géographie de la population option migrations et développement, elle s'intéresse aux questions liées aux acteurs de développement en général et plus spécifiquement aux rapports entre les processus de migrations internationales et de développement.



Célestin KAFFO est Docteur/PhD en Géographie économique et sociale de l'Université de Dschang (Cameroun). Il est par ailleurs Diplômé de Hautes Études et Recherches Spécialisées en Tourisme. IREST/ Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il enseigne au grade de Chargé de Cours au Département de Géographie- Aménagement- Environnement. Ses recherches portent essentiellement sur l'économie des territoires et le tourisme.



Henri Ludovic MBOHA NYAMSI est titulaire d'un Doctorat/Ph.D en Science Politique. Il est enseignant permanent à la Faculté de Droit et de Science Politique de l'Université de Yaoundé II et enseignant associé à la Faculté des Sciences Sociales et des Relations Internationales de l'Université Protestante d'Afrique Centrale. Il est par ailleurs Secrétaire Général de l'ONG Solutions aux Migrations Clandestines (SMIC). Ancien stagiaire du Centre International de l'OIT à Turin sur les migrations de retour, il a pour principal centre d'intérêt les questions migratoires et subsidiairement celles relatives au développement durable.



Jean Marie NKENNÉ est Docteur de l'Université de Lorraine (France) où il est membre associé du Laboratoire Lorrain des Sciences Sociales (2L2S-Mtez). Il enseigne dans plusieurs institutions universitaires du Cameroun. Il s'intéresse dans ses travaux aux liens dynamiques entre migrations internationales et développement local, les retours en migration, les mobilités, le tourisme, la planification et l'aménagement urbains.

ISBN : 978-9956-336-04-3



9 789956 336043



Sous la direction de
Nadine YEMELONG TEMGOUA
Célestin KAFFO
Henri Ludovic MBOHA NYAMSI
Jean-Marie NKENNÉ

**PRATIQUES MIGRATOIRES ET RÉINTÉGRATION
DES MIGRANTS DANS LES TERRITOIRES DE DÉPART**

Sous la Direction de
Nadine YEMELONG TEMGOUA, Célestin KAFFO,
Henri Ludovic MBOHA NYAMSI
Jean-Marie NKENNÉ

Collection **SOCIÉTÉS**

PRATIQUES MIGRATOIRES ET RÉINTÉGRATION DES MIGRANTS DANS LES TERRITOIRES DE DÉPART

Lecture à partir de quelques exemples en Afrique



Préface de
Joseph Gabriel ELONG et
Isidore Léopold MIENDJEM



EDITIONS DE MIDI

**Nadine YEMELONG TEMGOUA, Célestin KAFFO,
Henri Ludovic MBOHA NYAMSI
Jean-Marie NKENNÉ (dir)**

**PRATIQUES MIGRATOIRES ET
RÉINTÉGRATION DES MIGRANTS DANS LES
TERRITOIRES DE DÉPART**
Lecture à partir de quelques exemples en Afrique

**Préface de
Joseph Gabriel ELONG et
Isidore Léopold MIENDJEM**



Images de couverture : À gauche, retour volontaire de migrants Gambiens de Libye et du Niger sous l'encadrement de l'OIM. © Photo OIM/Robert Kovack, 2022. À droite (en haut) exposition des biens d'occasions à Bafoussam © Cliché Ngoufo (2022) et (en bas) immeuble d'un retourné d'Espagne à Yaoundé, © Cliché Nkenne, 2021.

Tous droits de représentation, de traduction ou de reproductions, réservés pour tous les pays.

© **Éditions de Midi 2022**

Téléphone : 697 44 90 82/680 17 51 50

Yaoundé-République du Cameroun, juillet 2022

editiondemidi@yahoo.com

ISBN : 978-9956-336-04-3

Comité scientifique et de lecture

Aristide YEMMAFOUO, *Professeur, Université de Dschang*
Colette Célestine FOUELLEFACK K., *Maître de Conférences, Univ. de Dschang*,
Désiré NDOKI, *Chargé de Cours, Université de Dschang*
Félix WATANG, *Maître de Conférences, Université de Maroua*
FOGWE Zephania NJI, *Professeur, Université de Bamenda*
FOMBE Lawrence FON, *Professeur, Université de Bamenda*
Gidéon SAMBA, *Chargé de Cours, Université de Bamenda*
Gilbert TAGUEM FAH, *Maître de Conférences, Université de
Ngaoundéré*
Hervé TCHEKOTE, *Maître de Conférences, Université de Dschang*
Honoré MIMCHE, *Professeur, Université de Yaoundé II*
Jean-Émet NODEM, *Professeur, Université de Dschang*,
Joseph Pascal MBAHA, *Maître de Conférences, Université de Douala*
Joseph WOULDAMMIKE, *Chargé de Cours, Université de Maroua*
Joseph-Gabriel ELONG, *Professeur émérite, Université de Douala*
Joséphine LEMOUOGUE, *Maître de Conférences, Université de Dschang*
Josiane TOUSSE, *Professeur, Université de Yaoundé II*
Jude KIMENCSI, *Maître de Conférences, Université de Bamenda*
KOMETA Sunday SHENDE, *Professeur, Université de Bamenda*
Léopold Isidore MIENDJEM, *Professeur, Université de Dschang*
Mark BOLAK FUNTEH, *Professeur, Université de Bamenda*
Martin KUETE, *Professeur émérite, Université de Dschang*
Mary LUM FONTEH NIBA, *Maître de Conférences, Université de
Bamenda*
MBANGA Lawrence AKEI, *Maître de Conférences, Bamenda*
MEDIEBOU CHINDJI, *Chargée de Cours, Université de Yaoundé I*
MOFOR Gilbert ZECHIA, *Chargé de Cours, Université de Bamenda*
Moïse TCHINGANKONG YANOU, *Professeur, Université de Yaoundé II*
Vivien MELI MELI, *Maître de Conférences, Université de Dschang*
WANIE Clarkson MVO, *Maître de Conférences, Université de Bamenda*

Sommaire

Préface	
<i>Joseph Gabriel ELONG et Isidore Léopold MIENDJEM.....</i>	11
Introduction générale. De l'intérêt de la question de réintégration des migrants de retour	
<i>Nadine YEMELONG TEMGOUA et Henri Ludovic MBOHA NYAMSI</i>	13
Chapitre 1. Analyse de la contribution du programme d'aide au retour volontaire et à la réintégration de l'OIM à la réintégration économique des migrants retournés au Cameroun	
<i>Boris Anicet KAMDEM KAAM</i>	25
Chapitre 2. Politiques gouvernementales incitatives de retour des migrants diplômés à la faveur des recrutements spéciaux au Cameroun, entre opportunités de réinsertion professionnelle et transfert de compétences	
<i>Nadine YEMELONG TEMGOUA et Célestin KAFFO.....</i>	51
Chapitre 3. L'image du migrant et ses implications sur la réintégration communautaire au nord-Cameroun et au sud du Tchad	
<i>Hayamkréo MATANKAMLA</i>	79
Chapitre 4. Migration de Retour et marché du travail : une analyse de la réintégration économique des diplômés camerounais en provenance de France	
<i>Henri Ludovic MBOHA NYAMSI et Apollinaire ESSONO</i>	97
Chapitre 5. La réintégration économique des retournés camerounais : une analyse à travers le commerce de la brocante	
<i>Célestin KAFFO, Nadine YEMELONG, Sylvain TCHAGUI, Carrele Zidine ADJIFACK et Francis NGOUFO TAKOU</i>	113
Chapitre 6. Problématique de la réintégration des migrants internationaux camerounais dans la ville de Yaoundé à travers les productions foncières et immobilières	
<i>Jean Marie NKENNÉ</i>	137

Chapitre 7. Déterminants du retour et contraintes de la réintégration des retournés dans les villes de Douala, Yaoundé et Bafoussam (Cameroun)	
<i>Johannas Martial NGANKEU, Jonathan Bienvenu KWAHOU TAGHEU et Lemi TANUI</i>	163
Chapitre 8. Échecs et succès dans la gestion des retours des Camerounais de la crise centrafricaine de 2013-2014	
<i>Henri YAMBENE BOMONO et Jean-Marie NKENNÉ</i>	187
Chapitre 9. Réinsertion des retournés tchadiens de la Centrafrique du camp de Gaoui à N'djamena : surplace ou pari gagné ?	
<i>Maniga EGUETEGUE TALKIBING et Médard NDOUTORLENGAR</i>	215
Chapitre 10. Migration de retour et réintégration : réussite collective et échec individuel ?	
<i>Doudou GUEYE, Luzia JURT et Eveline ODERMATT</i>	241
Conclusion générale: Que comprendre de la réintégration des migrants de retour ?	
<i>Célestin KAFFO et Jean Marie NKENNE.....</i>	277
Liste des contributeurs	281
Liste des figures	285
Liste des tableaux	287
Table des matières	289

Chapitre 10. Migration de retour et réintégration : réussite collective et échec individuel ?

*Doudou GUEYE
Luzia JURT
Eveline ODERMATT*

Introduction

Les causes, les stratégies et les aspirations en matière de départ en émigration des ressortissants sahéliens sont à ce jour abondamment étudiées. De façon générale, les études retiennent que plusieurs facteurs corrélatifs comme la pauvreté, l'incertitude de lendemain meilleur, la pression démographique, les menaces écologiques et économiques, l'insécurité, le recul considérable des droits de l'homme, etc., constituent entre autres les causes de départ migratoire. Des analyses affinées de certains auteurs comme Quiminal (1991), Bredeloup (1992), Gueye (2007), Ngom (2020) ont montré comment à partir des instances familiales et communautaires des stratégies qui rendent possible les départs en émigration sont élaborées. Les aspirations et les motivations des migrants demeurent presque identiques : recherche de bien-être et ambition d'améliorer le niveau de vie de la famille. Qu'en est-il aujourd'hui exactement des migrations de retour ? L'on sait à la lumière des travaux existants que le retour relève de stratégies et de choix individuels ou collectifs (Daum, 2007) et qu'il est aussi difficile que le départ (Sinatti, 2011 ; Flahaux, 2013). Il peut être soit un retour contraint soit un retour volontaire, synonyme d'échec ou de réussite. De même que la décision de départ, la décision de retourner nécessite aussi une préparation afin de minimiser les risques (Quiminal, 2002 ; Cassarino, 2004 ; Ammassari, 2009). Une fois le retour effectif, le migrant débute un processus de réintégration dans sa propre société. Il sera ainsi examiné le retour et la réintégration en tant que processus temporel, spatial et en tant qu'expérience sociale et

personnelle de grande portée. Le retour peut être assisté par des programmes des Organisations Internationales (OI) ou par des Organisations Non Gouvernementales (ONGs) avec un soutien matériel ou immatériel aux pays de départ ou d'arrivée. Le but de ces programmes est souvent de faire en sorte que le migrant ne retourne pas les mains vides. Il reçoit du soutien pour faciliter sa réintégration. À l'opposé du retour et de la réintégration assistée transnationalement par des OI et ONG, Parella et *al.* (2015) se réfèrent aux « retours silencieux » qui se déroulent hors des programmes et de la collecte des données statistique. Dans ce cas, ces migrants de retour sont sans assistance et donc livrés à eux-mêmes. D'une manière spécifique, notre article cherche à répondre aux questions suivantes : Qu'est-ce qu'une réintégration réussie ? Qu'est-ce qu'une réintégration échouée ? Comment les différents acteurs qui interviennent dans le processus du retour et de la réintégration perçoivent ces différentes notions ? Pour répondre à ces questions, nous présenterons ci-dessous comment le retour et la réintégration sont liés au niveau du migrant, sa famille et la communauté. Nous démontrerons ensuite les défis que les migrants de retour ont à surmonter et nous mettrons en lumière le rôle de la famille et de la communauté dans le processus de la réintégration. Enfin, nous montrerons la perspective des acteurs clés en Allemagne, en Suisse et en Afrique de l'Ouest sur la réintégration tout en mettant le focus sur l'analyse de leurs rôles et leurs compréhensions d'une réintégration réussie.

Cadre théorique

Ces dernières années, la migration de retour a fait l'objet d'une attention accrue dans la littérature et la politique migratoire (Akesson et Baaz, 2015) de sorte que King et Kuschminder (2022 : 16) parlent d'un "return turn" (tournant du retour).

En général, la littérature académique s'accorde de plus en plus à soutenir que le retour est un processus qui est influencé par l'ensemble du cycle migratoire (Cassarino, 2014 ; Kuschminder et *al.* 2021). Donc, la question du retour « *peut se poser à plusieurs moments dans les trajectoires de vie des migrants, depuis le début de leur migration (et même avant) jusqu'à un éventuel nouveau départ pour l'étranger après le retour* » (Flahaux, 2017 :1).

Nzima et Moyo (2017) soulignent que la question du retour est influencée par la « construction sociale de la réussite de la migration » développée par les membres du ménage et de la famille dans le pays d'origine. Ces compréhensions de la réussite ou de l'échec d'une migration sont dynamiques, culturellement et historiquement situées. Il est important de noter qu'il ne s'agit pas des binaires « succès » ou « échec » de la migration (Brannen et *al.* 2016), mais que les réponses peuvent se situer sur un spectre. Le fait de ne pas correspondre comme migrant à la « construction sociale de la réussite de la migration » peut entraîner le report du retour. Dans ce cas-là, le retour peut signifier la perte de contacts sociaux et d'un sentiment d'appartenance et peut s'accompagner d'une détresse émotionnelle et de honte, en particulier lorsque les retournés sont perçus par la société de retour comme des « perdants » ou comme un fardeau pour leurs familles, qu'ils avaient peut-être même initialement entrepris de soutenir financièrement.

Une alternative sera le changement de la perspective au niveau individuel : au lieu de chercher le succès dans la migration, l'individu pourrait retourner et chercher à réussir dans le pays d'origine. Quelle que soit la solution choisie, on constate que le contexte culturel à l'origine de la migration ou dans le pays d'origine joue un rôle important dans la décision du retour (Beauchemin et *al.* 2020 :19).

En outre, l'intention de revenir est étroitement liée à une évaluation des opportunités de réintégration. Cette évaluation ne tient pas seulement compte des possibilités individuelles, mais tient aussi compte de l'influence de la société et surtout de la famille sur la réintégration. C'est aussi pour cela que le retour nécessite une préparation afin de minimiser les risques et de préparer son arrivée en faisant les premières démarches pour la réintégration sociale et économique (Sinatti, 2011, Flahaux, 2013 ; Flahaux, 2020). Cassarino (2014 :7) a démontré le lien entre le retour et la réintégration en identifiant la volonté et la préparation du retour comme des étapes décisives pour la réintégration, qui incluent également la mobilisation des ressources matérielles, sociales et humains, par exemple des contacts, relations, compétences, pour le processus de la réintégration.

Alors que les auteurs s'accordent sur le processus décisionnel complexe du retour lui-même et de la période qui suit

immédiatement le retour, le processus de réintégration après le retour est beaucoup moins abordé dans la littérature et reste à bien des égards controversés. Ainsi, beaucoup d'auteurs comme (King et Lulle, 2022) soulignent le besoin de mener des études plus longitudinales afin de saisir le processus complexe de réintégration. Il est généralement admis que le retour et la réintégration sont des phénomènes étroitement liés, mais il est moins évident de savoir quels sont les acteurs responsables du processus. En tout cas, l'on sait que c'est un processus complexe, car plusieurs acteurs sont concernés ce qui amène Kuschminder (2021) à soutenir que la réintégration est une responsabilité bi-directionnelle, notamment entre le retourné et la communauté. Alors que la littérature attribue la responsabilité de la réintégration à différents acteurs, il n'est pas évident de savoir du point de vue de ces mêmes acteurs quand un processus d'intégration est considéré comme réussi ou terminé. Il est principalement abordé dans les cas où les migrants ont réussi dans leurs trajectoires d'immigration et si leurs projets de retour sont bien organisés à l'avance (par exemple, l'achat d'une maison, ou l'organisation d'un emploi à long terme au retour, etc.) (Cassarino, 2014). Sauf que la réintégration est un processus qui peut commencer avec succès et se transformer en échec et vice versa.

À considérer les temporalités de la réintégration, les retournés ont souvent besoin de temps et d'espace pour redéfinir leur position et leur identité personnelle ainsi que leurs projets individuels et familiaux (Lietaert, 2022). Dans ce contexte, nous rencontrons souvent la notion de « durabilité », mais en aucun cas pas avec le spectre « succès-échec ». Pourtant, dès le début de ces discussions académiques, la notion de la « durabilité » du retour était fortement relativisée par Black et Gent (2006), car pour eux, la notion de la « durabilité » ne représente pas la meilleure façon de conceptualiser le succès d'un retour. Dans la conception de ces auteurs, le retour est « durable », si la « réintégration a réussie » et qu'il n'y aura plus une re-migration (Black et Gent, 2006). Dans la suite du débat, il y avait une « normalisation » du terme de la durabilité dans le contexte du retour et de la réintégration (Dubow et Kuschminder, 2021). Aujourd'hui, il est généralement reconnu que la migration de retour ne clôt pas nécessairement le cycle migratoire - loin de là. Le retour peut être suivi d'autres migrations ou d'autres formes de mobilité

interne ou transnationale. Comme le dit Pauli (2021 : 104) le retour est toujours un nouveau départ « *imprégné de souvenirs, d'espoirs, d'anxiétés et de désirs* ». Ces souvenirs et ces espoirs concernent à la fois ce qui a été laissé derrière et l'anticipation de l'avenir. Cette compréhension du retour et de la réintégration comme n'étant pas nécessairement le point final du cycle de migration est également notre compréhension dans cet article de même que cette approche qui considère que le retour et la réintégration ne signifient pas la fin de la migration.

L'ancrage de la durabilité dans le contexte du retour et de la réintégration a subi une influence de l'ONU en général et de l'OIM (2017, 2020) en particulier. Ces institutions distinguent dans la définition de la durabilité trois dimensions de réintégration : la dimension économique, sociale et psychosociale, mais sans une indication d'une mesure précise. Entre-temps, de nombreux acteurs clés que sont les ONGs et les IOs jouent un rôle important dans le retour et la réintégration des migrants. Cela nous fait constater que la question du retour et de la réintégration des migrants porte un intérêt aussi bien pour les pays de destination de l'Europe que pour les pays de départs. En effet, les décideurs politiques des pays européens multiplient les dispositifs pour encourager ou forcer les migrants à retourner alors que ceux des pays de départ perçoivent ces mêmes migrants comme des acteurs qui ont acquis des ressources humaines et financières à l'étranger et sont perçus comme de potentiels agents de développement (Sinatti et Horst, 2015).

Méthodologie

Cette réflexion est extraite d'une recherche plus large sur la migration de retour¹, le genre et la réintégration en Gambie, Guinée-Conakry et au Sénégal. À partir d'une approche ethnographique et

¹Cette recherche en cours est exécutée par l'Université de Fribourg (Suisse), la Haute École Spécialisée du Travail Social de la Suisse Nord-Ouest (Suisse), l'Université Julius Nyerere de Kindia (Guinée-Conakry), l'Université Assane Seck de Ziguinchor (Sénégal), et le Département de Recherche de l'OIM au Senegal. La recherche bénéficie d'un financement du SNIS (Swiss Network International Studies).

transnationale, l'objectif de cette étude est de saisir, à partir des familles et des acteurs clés dans le domaine de l'aide au retour, la notion d'une réintégration réussie et d'une réintégration non réussie des migrants de retour. La méthodologie est basée sur un recueil de données effectué principalement depuis des pays de départ parmi lesquels l'Allemagne et la Suisse et les pays d'origine des migrants que sont le Sénégal, la Guinée-Conakry et la Gambie.

Des enquêtes qualitatives et longitudinales axées sur des entretiens ont été effectuées dans les espaces des pays de retour ainsi que dans les espaces des pays d'origines des migrants avec une diversité d'acteurs que sont les migrants de retour, les familles de migrants et les acteurs clés intervenant dans le domaine du soutien des politiques de retour. Par espaces des pays de retour, on entend désigner ici les pays depuis lesquels les migrants séjournent et préparent leur retour au bercaïl. Dans notre terrain d'enquête, il s'agit de l'Allemagne et de la Suisse. Alors que par espace des pays d'origine des migrants, on entend désigner ici les pays d'appartenance des migrants, donc la Gambie, la Guinée-Conakry et le Sénégal. Au sein de ces pays d'origine, nos enquêtes se sont déroulées aussi bien dans les zones rurales que dans les zones urbaines.

L'enquête a porté sur trois (3) catégories de migrants que sont :

- les migrants cherchant un soutien institutionnel avant de retourner en Gambie, en Guinée ou au Sénégal. Il s'agit de migrants inscrits dans un processus actif de préparation du retour au pays d'origine. Ces migrants reçoivent des accompagnements divers des structures d'appui, d'aide et de conseils, établies dans l'espace du pays d'où le retour est préparé. Certains parmi ces migrants voient leur assistance prolongée à l'arrivée au pays d'origine par la mise en place des projets de formation ou des projets d'entrepreneuriat, de soutien financier individuel, aide à l'accession au logement, aide au retour médical, etc.

- les retournés ne cherchant qu'un soutien après leur arrivée au pays d'origine et parmi ceux-ci il y a des migrants rapatriés (MR) qui souvent sont des migrants bloqués dans des zones de transit de la Libye, du Niger, du Maroc, etc., et qui après plusieurs tentatives sans succès d'atteindre l'Europe combinées à des difficultés de vivre dans les pays de transit demande d'être rapatriés dans leur pays d'origine.

- Enfin, la dernière catégorie est constituée de migrants de retour sans soutien. C'est-à-dire, ce sont des migrants de retour sans aucune aide des institutions ni dans le pays de retour ni à l'arrivée dans le pays d'origine.

En ce qui concerne les acteurs clés, on entend désigner les décideurs politiques, les représentants et les praticiens conseillers, les travailleurs sociaux, et les agents des Organisations Internationales (OI) et des Organisations Non Gouvernementales (ONG) qui interviennent dans le domaine de la politique du soutien.

Globalement, soixante-quinze (75) entretiens approfondis et semi-structurés ont été menés avec les migrants de retour dont dix-sept (17) avec des femmes. Cinquante-trois (53) migrants interrogés ont reçu une assistance soit avant leur retour, soit immédiatement dans les jours qui suivent leur arrivée ou plus tard dans leur processus de réintégration alors que vingt-deux (22) rapatriés n'ont reçu aucune forme d'assistance.

Au niveau des acteurs clés, nous avons interrogés au total 35 personnes. Dans les espaces des pays de retour, treize (13) acteurs clés répartis en cinq (05) pour la Suisse, huit (08) pour l'Allemagne. Dans les pays d'origine vingt et un (21) ont été interrogés dont dix-neuf (19) au Sénégal et en Gambie et deux (02) en Guinée Conakry.

Résultats et discussion

1. Rôle de la famille et de l'environnement social dans la réintégration

Le rôle joué par les familles pour soutenir les départs en émigration en Afrique de l'Ouest a fait l'objet de plusieurs recherches et parmi lesquelles l'étude de Quiminal (1991) qui, en partant de l'exemple du Mali, de la Mauritanie et du Sénégal montre comment les familles soninkés soutiennent les départs des jeunes en remplacement des vieux qui font le voyage inverse, c'est-à-dire le voyage retour. Ce système de remplacement des générations en migration est décrit par l'auteur sous le terme de « noria ». Gueye (1999) met en relief comment depuis les instances familiales, sous forme de « don » ou de « prêt », les familles sahéliennes s'investissent pour rendre les migrations des jeunes possibles. Dans les années 2000, les difficultés d'obtention des visas pour l'Europe combinée

aux crises des destinations africaines ont amené des prises de risques d'une migration par voie maritime ou terrestre. Malgré les réels dangers que présentent cette migration dite clandestine par voies maritimes ou terrestres, les familles continuent encore à soutenir et à s'impliquer diversement dans les départs en émigration (Camara 2018 ; Gueye 2020 ; Ngom 2017 ; Tandian 2019).

Globalement, s'agissant aussi bien de la migration légale que de la migration clandestine, les familles sont loin d'être des actrices passives grâce aux ressources multiples qu'elles mobilisent pour rendre possibles les ambitions migratoires. Ces mobilisations familiales sont des formes d'investissements pratiques. En effet, en mobilisant des ressources sous différentes formes, les familles espèrent tirer un bien-être familial si toutefois que l'activité migratoire est une réussite et que le migrant se charge des besoins de la famille de manière plus ou moins indéfinie. Ces mobilisations mises en œuvre par la famille engagent le migrant et ont une valeur symbolique et sociale très forte qui a été analysée par Gueye (2007) comme « un pacte migratoire » entendu comme un accord solennel conclu entre deux ou plusieurs personnes que sont le migrant et sa famille voire même le migrant et sa communauté.

Si pour le départ, les familles jouent un rôle actif, qu'en est-il lorsque le migrant s'inscrit dans un processus de retour au pays ? On se pose la question sur le lien entre le degré de l'implication familiale pour le départ en émigration et la décision de retour. En effet, lorsque la famille est impliquée à l'origine du départ d'un migrant, elle a tendance aussi à s'impliquer pour son retour et sa réintégration est facilitée alors que si la famille ne donne pas une onction au retour du migrant, la réintégration de ce dernier est souvent décrite comme une réintégration difficile, voire même comme un échec.

L'inclusion de la famille pour le retour passe par des séries de négociations que l'on va qualifier de « retour négocié ». Le bien-fondé du retour négocié est à rechercher dans la vertu, entendue comme force morale du pacte migratoire, liant le migrant et sa famille et qui stipule que la famille aide à rendre possible la migration d'un des leurs et qu'en retour le migrant participe à l'élévation du niveau de vie de la famille.

2. De l'importance du « retour négocié » et de la poursuite de l'aide à la famille

Le « retour négocié » peut être des négociations menées conjointement entre des migrants, une famille de migrant et un migrant en situation critique. Dans ce cas, c'est généralement des migrants qui se connaissent et venant tous de localités très proches dans leur pays d'origine. Ces migrants peuvent alerter la famille d'un migrant restée au pays suite à une situation menaçante que vit leur fils. C'est le cas de Baldé, il est parti du Sénégal en 1999 pour se rendre en Angola en passant par le Mali, le Togo, le Bénin, et enfin le Nigéria. En Angola, il fera 45 jours de prison avant d'être refoulé au Sénégal en 2002. Il restera au Sénégal jusqu'en 2005 avant de repartir pour le Maroc, une fois encore sans l'aide de sa famille. Au Maroc, après plusieurs tentatives pour traverser la barrière de l'enclave espagnole de Melilla sans succès, Baldé a finalement décidé de retourner dans son pays, suite à l'intervention d'autres migrants provenant des localités proches de son village d'origine dans la région de Kolda (Sénégal). Ils se sont tous rencontrés dans un ghetto au Maroc et ensemble ils ont fait plusieurs tentatives de traversées de ces barbelés. Baldé raconte :

« Vous vous rappelez de l'attaque forcée du grillage d'Espagne en 2006, c'était nous. Je faisais partie des clandestins qui avaient attaqué la barrière entre le Maroc et l'Espagne. Alors on a échoué, car la police espagnole s'était pointée et nous étions obligés de nous replier ».

Lors de cette tentative, Baldé sera blessé et perdra quatre doigts de sa main gauche, des blessures douloureuses qui lui laissent encore des séquelles. Il se réfugie à la montagne avec ses copains rescapés des polices espagnole et marocaine. Il était mal en point, mais refuse d'aller à l'hôpital de crainte d'être arrêté et ramené au Sénégal. Pourtant, pendant ce même moment ses camarades essaient de le décider de retourner au Sénégal, ce qu'il refusa systématiquement. Depuis les montagnes du Maroc, ses camarades d'infortune ont eu l'idée d'envoyer une délégation auprès de sa famille pour leur informer de la situation de Baldé et le risque élevé qu'il court au regard de son état de santé. Cette délégation avait également pris la peine de remettre à son père un numéro de téléphone pour joindre Baldé. Se mettra ainsi en place des négociations progressives avec sa famille et surtout avec son père, soutenu par un imam qui vont

décider Baldé à un retour. Il raconte que c'est le jour où son père lui a dit ceci : « *Je comprends que toute cette peine que tu te donnes, c'est d'abord pour nous la famille. Alors, je te prie de revenir* ». Pourtant, ce père de famille qui l'a décidé et convaincu de revenir au bercaïl n'a pas soutenu ce fils lors de son départ. Certes, il était avisé et en tant que père il avait donné une caution morale et des bénédictions à ce départ vers d'autres horizons. Observons maintenant le cas des migrants qui reviennent au pays d'origine sans aviser ni même négocier leur retour avec la famille. Ces cas de figures existent et concernent majoritairement des migrants en situation de rapatriement. Dans ce cas de figure, ces retours sont souvent faits dans des situations brusques et les migrants victimes de ces rapatriements déclarent « *ne pas avoir le temps d'informer la famille* ». Nous partirons de l'exemple de Seyni, un migrant de retour originaire de la Gambie et de Maurice, migrant de retour originaire de la Guinée Conakry.

Seyni est un migrant originaire de la Gambie qui a bénéficié de l'aide de sa famille pour partir par la voie terrestre. Rapatrié brusquement en 2020 depuis la frontière entre l'Algérie et le Maroc, il n'a pas eu le temps d'aviser sa famille de son retour, mais surtout, le fait de revenir « *sans rien* » le stress et le met dans une position inconfortable d'autant plus que c'est une participation financière de sa famille qui a rendu possible son départ. Ses craintes seront fondées, car à son arrivée, il sera stigmatisé comme un « *backway* », expression largement utilisée en Gambie pour désigner des migrants rapatriés qui sont partis par la voie terrestre.

Maurice est un migrant originaire de la Guinée Conakry. Pour son voyage migratoire, Maurice n'a bénéficié ni de soutien ni d'aide de sa famille. Il n'avait que 14 ans. Arrivé au Mali, à la gare routière, il rencontre une personne qu'il ne connaissait pas et qui lui propose : « *Si tu veux aller en Algérie tu dois payer trois millions de francs guinéens* ». Maurice va appeler son père à Kankan en Guinée pour lui proposer de prendre une dette afin qu'il puisse continuer en Algérie. Pourtant, lors de son départ, Maurice n'avait pas eu le soutien de son père. Malgré cela, le père va contracter une dette de trois (3) millions de francs guinéens. L'attitude du père est une forme de « *complicité silencieuse* ». Par cette expression, on entend désigner le fait que certains parents ne poussent pas les enfants à partir, mais aussi se

refusent de les retenir, car ils ne peuvent pas les aider à s'insérer dans la vie active. Dans ce cas, les départs sont souvent secrets pour ne pas faire de la peine aux parents, pour ne pas les mettre aussi dans la condition de devoir approuver ou bénir un choix dont on sait qu'il est porteur de risques potentiellement mortels. Ainsi, les jeunes préfèrent endosser cette responsabilité. Mais ces départs sont acceptés silencieusement et entourés d'espoirs d'abord inavoués, puis de plus en plus explicites, de la part des parents.

Seyni le gambien et Maurice le guinéen seront tous les deux des migrants rapatriés. Le premier a bénéficié d'un soutien familial alors que le deuxième bénéficiera du soutien familial pendant le voyage, lorsqu'il sera coincé au Mali et ne pouvant pas continuer vers l'Algérie. Dans tous les cas, aussi bien pour Seyni et pour Maurice, on peut dire que les familles ont accepté et participé à leur migration. Par contre, les familles n'ont pas été informées lors de leur rapatriement, considéré comme un retour forcé et contraint. À l'arrivée dans leur pays respectif, on notera une forme de similarité de leurs conditions. En effet, Seyni le gambien soutient :

« Ma famille m'a dit que j'étais parti pour gaspiller l'argent. J'étais parti avec toute leur économie et tout ce que la famille a réuni, je l'ai gaspillé et je n'ai rien amené. Tu vis avec un immense stress et parfois tu as même envie de repartir en émigration à cause de l'argent que tu as perdu. Les gens disent qu'il est un « backway » (rapatrié), il n'a rien apporté, (...)

Maurice, par rapport à son retour dit :

« Au retour, dès mon arrivé, ça n'a pas été du tout facile...Vous savez, quand j'ai quitté j'avais toujours en tête que j'allais un jour réussir et les sortir de la pauvreté. Au contraire, je suis parti gaspiller tout l'argent qu'ils m'ont envoyé et me retourner sans envoyer quelque chose, ce n'était pas facile pour moi, je ne voulais même pas les appeler quand je suis revenu. À mon retour, j'ai pu leur donner seulement 30.000 FG (3 euros) Avant de quitter Conakry, j'ai appelé mon père à Kankan pour lui dire que j'étais déjà en Guinée et sa réaction était trop triste ; j'ai compris qu'il voulait même pleurer et quand je m'en suis rendu compte moi aussi j'ai raccroché mon téléphone et j'ai pleuré. Quand même, la famille n'était pas du tout contente de mon retour et même actuellement, en famille, on me reproche que je suis parti gaspiller de l'argent. Vous savez, mon père quand il avait su que j'étais

parti secrètement n'était pas trop fâché, au contraire il avait l'espoir, il me faisait confiance ».

Dans l'un et l'autre cas, nos deux migrants ont été victimes de rapatriement et donc leurs retours n'ont pas été des « retours négociés » ni même des retours préparés. D'ailleurs, dans ces situations de retour par rapatriement, à l'image de Maurice, beaucoup de migrants interrogés hésitent à aller directement dans leur famille voire même à les appeler au téléphone pour leur signifier de leur arrivé au pays. Lors du travail de terrain, beaucoup de migrants rapatriés nous ont dit préférer séjourner ailleurs, pendant un certain temps, avant de regagner leur domicile au village ou à la ville. Et, les migrants se l'expliquent par le poids de la stigmatisation qui pèse sur eux. Cette stigmatisation est d'autant plus forte que si le migrant habite un village et surtout s'il a bénéficié de l'aide et du soutien de la famille.

De ce fait, une absence d'information et de négociation du retour avec les familles posent des difficultés de réintégration du migrant dans son milieu de départ ce qui n'est pas le cas lorsque le retour est un retour négocié. Le fait que les migrants inscrits dans des retours non négociés hésitent à rentrer directement dans leur localité est révélateur des difficultés de réintégration qui les attendent. Le retour non consensuel apparaît de fait comme un obstacle à surmonter pour les migrants de retour au début de leur processus de réintégration.

Un retour consensuel entre le migrant et sa famille ou sa communauté est un retour à considérer comme un retour à caractère pérenne, en ce sens qu'il s'inscrit dans une légitimité sociale. En effet, lorsque la famille définit avec le migrant son retour, il y a une forme de caution morale apportée à ce retour, comme on a pu l'observer dans le cadre des négociations de retour entre professionnels et familles de migrants ou encore lorsque dans la migration surgit des événements malheureux qui affectent le migrant et qui entraînent des négociations de retour.

À ce niveau d'analyse, on peut se poser la question de l'influence du retour négocié et du retour non négocié sur le processus de la réintégration. On partira de l'exemple de Njaay, parti en 2015 de la Gambie avec le soutien de sa famille, notamment son grand frère aîné. D'abord en Libye, pays dans lequel il va travailler comme éboueur. Ensuite, en Algérie et il sera embauché par des

entrepreneurs chinois dans des chantiers de construction comme peintre. Sous l'influence d'un ami, il partira à Nador au Maroc avec un espoir secret de traverser la mer méditerranéenne. En 2019, comme il le dira « *si près du but* », il sera rapatrié depuis l'Espagne vers le Maroc, ensuite vers l'Algérie, le Niger, Dakar puis enfin en Gambie. Le retour de Njaay n'est pas un retour négocié ni non plus un retour voulu par le migrant. D'ailleurs, sa famille sera seulement avisée lorsqu'il sera à Banjul. À son arrivée, il est d'abord parti chez sa sœur pour y attendre la nuit afin de regagner son quartier.

« Je ne voulais pas revenir pendant la journée et rencontrer les gens qui me connaissent. J'avais honte de les rencontrer en plein journée, ça me fait honte. C'est pourquoi je ne voulais pas revenir pendant la journée. Je ne sortais pas souvent. Les amis pensaient même que j'avais des problèmes psychologiques, alors que ce n'était pas ça, ma vision était différente de la leur. Parce que ma vie avant d'émigrer était différente de celle après l'émigration. Et il fallait que je revoie leur système de vie avant que je m'y réintègre ».

Pendant tout le temps de son absence, Njaay s'est toujours serré la ceinture et a toujours envoyé de l'argent à sa famille restée en Gambie. Pour autant, sa réintégration n'a pas été facile, certainement à cause d'un manque de préparation de sa famille. La réintégration de Njaay était très difficile à cause de la stigmatisation de son environnement social. Lorsque son retour définitif a été finalement accepté, un levier sur lequel s'est appuyé sa famille pour lui faciliter sa réintégration a consisté à lui faire mûrir l'idée d'un mariage afin qu'il sorte de son enfermement. Il dit à ce sujet :

« Depuis que je suis revenu, j'ai fait presque un mois sans sortir. Mais à un certain moment donné, je m'étais dit que puisque je dois me marier comme le veut la famille, je dois faire quelque chose. Je suis allé en Casamance pour m'impliquer dans le trafic du bois. Je partais là-bas, je gagnais quelque chose et je revenais. Je travaillais du lundi au jeudi. Je donnais à ma mère pour qu'elle me garde ce que je gagnais et je gardais l'autre partie pour argent de poche. Le samedi je retournais encore. C'est comme ça que j'avais fait jusqu'à ce que j'ai une somme importante ».

L'exemple de Njaay montre l'importance de continuer à soutenir la famille après le retour. En effet, après son brusque rapatriement en Gambie, les actions conjuguées de la famille et sa mise au travail vont

permettre à notre migrant de retour de surmonter les premiers obstacles de la réintégration dressés sur son parcours de migrant de retour. À travers son activité illicite de trafic du bois depuis la Casamance, Njaay continuera non seulement à soutenir sa famille. D'une manière ou d'une autre, si le migrant de retour peut continuer à soutenir et à assister sa famille à travers un projet de retour, son entourage et lui-même considèrent moins son retour comme un échec, comme le révèle un autre migrant de retour, lui aussi originaire de la Gambie :

« Oui, si je réussis, cela signifie que si j'ai besoin de quelque chose, je n'ai pas besoin de demander à quelqu'un d'autre, parce que je l'ai pour moi. Je peux donner à ma femme ce dont elle a besoin, et je peux envoyer mon fils à l'école. Et aussi, je peux me procurer de la nourriture pour moi et pour ma famille. Et c'est ça la réussite pour moi ».

Les entretiens révèlent que la famille apparaît comme l'instance première lorsqu'il s'agit de la réintégration des migrants de retour et ce quel que soit le type de retour. On dira ainsi que la réintégration est un processus qui permet au migrant de retour de trouver une place, même si ce n'est pas forcément la place qu'il occupait avant son départ. L'essentiel c'est de ne pas se sentir exclu.

3. Les perspectives des acteurs institutionnels sur la réintégration

La description faite ici est déduite des premiers résultats de la perception des acteurs dans le domaine de l'aide au retour. L'intérêt a été porté sur la question de savoir comment ces acteurs très diversifiés présentent les notions d'une réintégration réussie ou échouée. Comme indiqué précédemment, la conception globale de la recherche - qui englobe de multiples lieux et un terrain d'interactions et de relations multisites - nous permet de voir s'il existe des différences dans les notions de retour et de réintégration réussie parmi les acteurs clés basés en Europe et en Afrique de l'Ouest.

Les acteurs dont il est ici question sont d'abord des employés des institutions étatiques et non étatiques qui facilitent le retour des migrants depuis les pays de retour. En Suisse, il s'agit du Secrétariat d'État aux Migrations (SEM), de l'OIM, ainsi que les acteurs cantonaux et les organisations non étatiques. En Allemagne, il s'agit de l'Office Fédéral des Migrations et des Réfugiés (BAMF), du

Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Économique et du Développement (BMZ), des États fédérés, de l'OIM et des organisations caritatives. Ces acteurs ont développé à destination des candidats au retour des programmes d'assistance variés pouvant contenir une combinaison de fourniture d'informations, des conseils concernant la décision de retour, un soutien administratif pour permettre le retour (par exemple, l'obtention de documents de voyage, de documents médicaux, etc.), l'organisation du transport vers le pays d'origine, ou la préparation de projets de réintégration, y compris des formations professionnelles.

Comme en Europe, il existe nombreux acteurs en Afrique de l'Ouest qui s'engagent aussi dans le domaine du soutien des migrants de retour et dans l'assistance de leurs processus de réintégration. Parmi ces acteurs, il y a des organisations internationales comme l'OIM ou les agences gouvernementales de développement comme la GIZ (Agence de la Coopération Allemande). En outre, on retrouve des ONG qui travaillent sur le plan international comme la Caritas ainsi que des ONG qui agissent plutôt au niveau local. Le groupe cible et les approches du soutien dans ce processus de la réintégration varient parmi les différents acteurs institutionnels dans le terrain.

3.1. La perspective des acteurs institutionnels en Allemagne et en Suisse sur la réintégration

Aussi bien en Allemagne qu'en Suisse, la perception des acteurs clés sur une réintégration réussie est corrélée avec la réinsertion dans le marché économique comme condition principale. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la majorité des programmes de soutien propose aux retournés des conseils individuels sur leurs perspectives dans le marché économique. L'objectif est de permettre aux candidats de retour de s'insérer avec succès dans la vie active de leur pays d'origine par le biais d'un soutien financier à l'indépendance (y compris l'assistance dans l'élaboration d'un business plan) ou à l'aide de diverses mesures de qualification dans le pays d'accueil et de retour (par exemple New Placement International 2021) :

« Alors, ces projets sont un soutien à la réintégration [...]. C'est un capital de départ et un soutien pour que les gens ne se retrouvent pas sans rien. C'est déjà bien aussi pour la confiance en soi. C'est aussi bien

d'être un peu autonome par rapport aux familles et aux amis» (conseillère, OIM Allemagne).

Ces acteurs clés interrogés soutiennent les migrants dans la préparation de leur futur travail indépendant et, il n'est pas étonnant qu'ils interprètent un lancement réussi des projets professionnels comme un retour réussi. En termes simples, pour ces acteurs clés, si le projet de retour a bien démarré le retour est réussi. Néanmoins, ces acteurs clés soulignent que l'aide financière ou les prestations en nature ne sont qu'un soutien à court terme, au début du processus de réintégration dès l'arrivée des retournés. De leur point de vue, les programmes offerts sont insuffisants pour une réintégration réussie à long terme voilà pourquoi, selon eux, leur propre rôle est un rôle de soutien des migrants pour le démarrage du projet en particulier et donc devrait être relativisé dans le cas d'une réintégration réussie pour le long terme.

Face au retour en général, l'attitude personnelle des retournés a souvent été citée comme condition principale pour réussir une intégration économique. Ainsi, un changement de perspective, entendu ici comme une volonté des migrants qui reviennent de considérer leur retour comme un *« engagement avec l'avenir »*, comme une opportunité où elles peuvent réaliser leurs projets pour un avenir meilleur devrait avoir lieu dans l'esprit des migrants. Cela signifie aussi selon ces acteurs clés, que les migrants doivent abandonner le projet de réussir à l'étranger et qu'ils ne se représentent plus leurs rêves et objectifs personnels à l'étranger, mais dans leur pays d'origine. Et, cela est rappelé par un collaborateur du Secrétariat d'État aux migrations (SEM) :

« Le slogan du changement de perspective n'est pas seulement un slogan. Et je pense que là, c'est la tâche principale, justement, de la consultation. Qu'ils (les migrants) se détachent de cette idée, des espoirs qu'ils ont eu de l'Europe, et qu'ils voient vraiment la perspective chez eux, c'est vraiment important. Qu'il y ait ensuite trois ou cinq mille Francs suisses ce n'est pas décisif ».

Cette idée d'un changement de perspective cognitive comme condition préalable à une réintégration à long terme dans le pays d'origine, n'est pas seulement mentionnée par les conseillers, mais on le retrouve également dans des nombreux documents des

prestataires de conseils de retour en Allemagne et en Suisse².

En général, le rôle dominant accordé à l'intégration professionnelle comme condition principale d'une réintégration réussie des migrants de retour n'est pas surprenant, car en Allemagne et en Suisse, l'intégration économique est également considérée comme élément central de l'intégration des migrants dans la société. Selon les termes d'une conseillère d'une ONG en Suisse :

« Bon alors déjà là, l'intégration des migrants en Suisse, comme l'intégration après le retour, que je tiens à préciser, c'est plutôt l'intégration dans le travail ».

De plus, les résultats issus de l'analyse de nos travaux de terrain auprès des acteurs clés en Europe révèlent une conscience croissante du fait que pour un retour réussi, le soutien individuel ne doit pas exclusivement bénéficier au seul retourné, mais également à la collectivité - la famille ou la communauté plus large. En d'autres termes, on observe une tendance à réaliser que la réintégration d'un migrant n'est pas automatiquement réussie lorsqu'il est assuré financièrement après son retour immédiat grâce à une aide au retour. Son activité professionnelle devrait idéalement tenir compte de sa loyauté envers sa famille ou la communauté et lui offrir une chance de continuer à soutenir ses proches sous une forme ou une autre. Un collaborateur de l'office d'État fédéral pour la migration en Allemagne rapporte :

« Si je reviens et que je peux encore soutenir la famille avec mon projet, je ne suis pas considéré comme un perdant. J'ai quand même réussi. C'est important que l'environnement social considère la mission individuelle du migrant comme terminée. Et puis, le montant de l'argent ou le soutien vient en deuxième position. Il faut donc être en mesure de continuer à soutenir la vie de l'association sociale ou familiale. C'est la condition principale pour un bon départ dans le processus de réintégration ».

Négligé à l'heure actuelle, l'aide au retour considère de plus en plus la nécessité d'inclure également les bénéficiaires pour la famille ou

²Voir par exemple le programme du Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Économique et du Développement (BMZ) intitulé « Perspektive Heimat » (2019).

l'environnement social. En effet, un meilleur ancrage des projets professionnels individuels dans la structure sociale du retourné a souvent été mentionné comme une mesure future nécessaire pour faciliter le processus de la réintégration des retournés. Aussi, au-delà de la famille et de l'environnement social, les conditions structurelles dans le pays d'origine ont souvent été citées comme un facteur important pour la réussite des projets individuels et d'autre part pour une réintégration en termes plus généraux comme le soutient cet employé de l'OIM en Suisse :

« Mais, comme je l'ai dit, il ne devrait pas seulement s'agir d'une aide au retour, mais (...) il devrait également y avoir un soutien au pays pour construire des structures, pour créer des opportunités de développement (...) sur le marché du travail, dans le domaine de la santé, pour permettre un retour digne, ou qu'il soit également significatif ».

La réintégration réussie nécessite donc un soutien structurel afin que les retournés puissent mieux ancrer leurs projets dans la société et qu'ils puissent voir leurs perspectives de vie future dans leur pays d'origine. Et, toujours selon un conseiller de l'OIM en Suisse :

« Je pense que si la personne retournée a construit sa vie et est suffisamment stable sur le plan social, mais aussi économique, et elle dit que je veux rester ici, que je vois ici mes perspectives, mon avenir. Ici, je peux faire avancer ma famille. Je pense aussi à l'éducation des enfants. Donc tout cela joue un rôle. Qu'il y ait aussi un avenir pour ma famille. On pourrait alors probablement dire que la réintégration est réussie ».

Comme nous l'avons montré, l'aide européenne se concentre sur l'aide individuelle au retour et, en particulier sur la réinsertion des migrants de retour dans le marché économique comme condition principale d'une réintégration réussie. Cependant, similaire à la perception des migrants, nous constatons une nouvelle prise de conscience croissante de l'importance de l'intégration sociale des retournés parmi ces acteurs clés. La citation suivante, d'un conseiller OIM de la Suisse illustre cette évolution dans la reconnaissance accrue du rôle crucial de la famille :

« La définition d'un retour réussi, elle a évolué avec le temps, on avait tendance à penser autrefois qu'un retour réussi c'est un retour dans lequel par l'intermédiaire du projet professionnel la personne va

réussir à subvenir à ses besoins et prévenir peut-être aussi par ces moyens-là la migration irrégulière. Mais maintenant, je pense que ça dépend du parcours de la personne, il y en a qui sont vraiment très blessés à l'intérieur, simplement le fait de recréer du lien avec la famille, avec la communauté si la personne arrive à faire cette étape-là, c'est déjà un énorme succès ».

Les aspects sociaux se réfèrent dans la majorité des récits des acteurs clés à l'attitude de la famille vis-à-vis du retour des migrants ou de leur position générale dans la communauté ou la société en général :

« Alors, pour moi, l'intégration, c'est la possibilité de participer, de faire partie d'une communauté, d'une société, dont on est membre à part entière, tel qu'on soit respecté et considéré et qu'on ait les moyens d'exister, des moyens financiers » (conseillère OIM, Suisse).

L'importance de la réintégration des migrants dans le tissu familial et social pour une réintégration réussie est également bien expliquée dans le récit suivant :

« Est-ce qu'il existe encore un réseau social ? Alors, ce que je veux dire, c'est effectivement assez rare, mais quand même ça existe, ce que tout le monde conteste, souvent même les autorités des pays d'origine mettent en question ; ah ce n'est pas vrai, toutes les personnes ont un réseau social. Donc, il y a vraiment des personnes qui n'ont plus rien. Ça c'est clair, qu'on organise une rencontre avec une personne soit homme ou femme qui n'a pas de réseaux sociaux, ça rajoute encore aux défis » (présidente d'une ONG, Allemagne).

Même si l'on reconnaît qu'un rejet des migrants peut provoquer une blessure psychique, surtout quand les migrants sont eux-mêmes déjà affectés par des expériences migratoires, il est toutefois étonnant de constater que les acteurs européens de l'aide au retour accordent plutôt peu d'importance à l'état psychique et physique des migrants de retour dans le contexte d'une réintégration réussie. En général, il est dit que de nombreux migrants soient psychologiquement et physiquement fragilisés avant le retour, mais les mentions relatives à la dimension de la santé sont plutôt marginalisées en ce qui concerne le parcours concret de réintégration. La faible importance accordée à la santé mentale et physique des retournés peut s'expliquer par le fait que cet aspect de la réintégration est quelque peu contradictoire avec la composante

dominante de la promotion de l'indépendance professionnelle, au moyen de business plans, pour lesquelles les migrants de retour devraient être formés. Ou, pour reprendre les termes d'un participant à la recherche et conseillère OIM en Suisse :

« Si la personne a passé cinq ans, dix ans à travers l'Europe, a perdu ses repères et peut être aussi entre guillemets blessé intérieurement, c'est déjà un énorme succès si elle arrive à réussir la réintégration plutôt sociale que professionnelle. De réussir cette réintégration professionnelle quand il y a cette blessure intérieure c'est un tout petit peu difficile je pense. Il faut une chose après l'autre ».

À la question de savoir ce que signifie exactement une réintégration réussie, des constats se dégagent. Premièrement, on constate une grande réticence, car les acteurs soit éludent la question soit décrivent très vaguement la réintégration comme « *un ancrage sur place* ». Dans la majorité des cas, ils décrivent leur notion d'une intégration réussie en expliquant qu'ils ne savent tout simplement pas comment les migrants de retour se sont réintégrés, puisque leur travail est terminé lorsque le départ a eu lieu et que des collègues dans le pays d'origine des migrants prennent le relais, tels sont les propos d'une conseillère OIM Suisse :

« Je pense que vraiment quand la personne est arrivée à Conakry en l'occurrence, là quelque part, moi je peux dire que j'ai terminé et je remets le « tandem » à mes collègues ».

Ceci dit, alors que la littérature académique a très récemment commencé à faire la distinction entre « *un retour réussi* » et une « *réintégration réussie* » (Dubow et Kuschminder, 2021), les praticiens restent en quelque sorte dans la définition étroite du retour réussi. De même, les témoignages d'échec de la réintégration sont plutôt rares. D'une manière générale, selon les interviewés, la situation des retournés qui se trouvent dans un vide, c'est-à-dire qui ne sont ni dans un système de soutien institutionnalisé ni intégrés socialement, est jugée particulièrement précaire. De plus, pour les conseillers, une rupture de contact est souvent interprétée comme signe d'une réintégration plutôt ratée. À ce sujet, ce collaborateur d'un programme de formation pour les migrants Allemagne déclare :

« Donc, si nous n'avons plus de nouvelles de lui pendant six mois, ils sont considérés ici, à l'intérieur du projet, comme perdus. Donc, nous n'avons plus de contact avec eux. Nous avons certes un projet qui

remplit les indicateurs, nous avons réussi à tenir jusqu'au départ. Mais, ce n'est généralement pas bon, et il est possible que les gens soient déjà repartis ailleurs ».

Il convient de mentionner ici que la réticence à aborder le thème de l'échec de la réintégration n'est pas spécifique aux acteurs de l'aide au retour en Allemagne et en Suisse. Comme nous l'avons mentionné dans la partie théorique, le sujet est aussi peu présenté dans la littérature académique et discuté d'une manière très unilatérale et réduite.

En général, on peut conclure que dans l'opinion des acteurs de l'aide au retour en Allemagne et en Suisse, l'intégration professionnelle et économique des retournés est toujours considérée comme l'élément central d'un retour réussi. Nous constatons toutefois une tendance à ce que ces acteurs s'expriment eux aussi de plus en plus prudemment sur ce que cette composante prioritaire peut réellement apporter à elle seule. Il en résulte que les facteurs sociaux, comme l'attitude de la famille à l'égard du retour des migrants, la position des retournés dans la société en général, les conditions structurelles des pays d'origine ainsi que la santé physique et psychique des retournés sont de plus en plus considérées comme dimensions cruciales pour une intégration réussie.

D'autres dimensions de la réintégration ne sont toutefois toujours mentionnées que sporadiquement. Cela comprend les dimensions temporelles ; par exemple des références à la trajectoire migratoire en générale ; la durée de séjour à l'étranger, la situation de vie globale à l'étranger, y compris le statut résidentiel des migrants et leur stade de vie au moment de leur retour. Cela contraste fortement avec la littérature académique qui souligne l'importance des dimensions temporelles, par exemple le temps à disposition et le potentiel de préparation au retour effectif et à l'intégration (Cassarino, 2014). Cela signifie également que tandis que les acteurs clés situés en Europe commencent à considérer les conditions structurelles dans le pays d'origine des migrants comme cruciales, les conditions favorables ou défavorables dans les pays migratoires avant le retour restent négligées. Cela pourrait s'expliquer par le fait que la majorité des conseillers font référence à la période concrète du conseil en vue du retour, qui ne dure parfois que trois semaines, pour exprimer leurs perceptions et leurs expériences. Enfin, il

convient également de mentionner, la forte réticence à expliquer leurs notions d'une réintégration réussie. Ce qui est en grande partie dû au fait que pour beaucoup de ces acteurs, leur travail est terminé lorsque les migrants ont quitté la Suisse ou l'Allemagne. Toutefois, ils ne savent tout simplement pas si leur soutien avant les retours ont été utile aux migrants pour leur réintégration proprement dite.

3.2. Les perspectives des acteurs institutionnels en Afrique de l'Ouest sur la réintégration

Si nous nous tournons maintenant vers les résultats préliminaires des acteurs clés d'Afrique de l'Ouest, nous pouvons tout d'abord constater qu'ils font une distinction entre les retournés concernant leurs motivations et les circonstances du retour. D'un côté, ils identifient des migrants qui étaient rapatriés et qui ne pouvaient pas du tout préparer leur retour. De l'autre côté il y a des migrants qui ont fait des démarches pour leur retour et qui sont revenus comme investisseurs. Ces derniers ne sont pas considérés comme ayant besoin de soutien dans leur processus de réintégration - mise à part le fait qu'ils aient besoin d'un peu d'orientation vers les services pour les investissements. Le représentant d'une ONG locale au Sénégal rapporte lors de son entretien que :

« La réintégration, on peut parler de ça pour une personne qu'on croyait peut-être perdu en tout cas qui est sortie de sa communauté non, non, non ils ne sont jamais sortis et même ceux qui ont émigrés pendant plusieurs années, vous les trouvez en Europe, ceux sont des personnes qui ont conservé vraiment toutes leurs identités. Le dimanche ils se retrouvent ensemble. Vous allez chez eux, vous mangez comme vous mangez au Sénégal. Donc vraiment (rires) qu'ils n'ont jamais été assimilés et leur retour, le problème (...) c'est un espoir déçu ».

Ce point de vue n'appelle guère de programmes de réintégration. Mais, il y a quand-même de nombreuses organisations qui ont conçu des programmes de réintégration pour les retournés. Le groupe cible de ces programmes sont des migrant de retour supposés « vulnérables ». La compréhension de la vulnérabilité varie d'une organisation à l'autre. Il y a des organisations qui attribuent une vulnérabilité aux migrants qui ont été forcé de retourner dans leurs pays d'origine, mais ils ne les considèrent pas comme leur cible. La

Caritas argumente en montrant qu'elle soutient les principes de la libre circulation des personnes. C'est la raison pour laquelle elle ne s'engage que dans les cas exceptionnels de réintégration des retournés forcés, bien qu'elle leurs attribue une vulnérabilité. En générale, parmi les acteurs de terrain, cette vulnérabilité est perçue au niveau psychosocial, social et/ou économique. Leur engagement reflète leur compréhension de la réintégration, indique quelles mesures sont prioritaires et à quel niveau et montre également la multi-dimensionnalité de leur approche.

Le besoin du soutien psychosocial des retournés est mentionné par tous les représentants des ONG et OI. Ils expliquent cela avec les expériences vécues dans la migration (discriminations, exclusion, abus), le fait de ne pas être arrivé au pays de destination (otage, emprisonnement), mais aussi avec la honte et la stigmatisation après le retour avec les mains vides. Un acteur clé de l'ONG COSPE explique la situation psychologique des migrants de retour de la manière suivante :

« Il y'a une charge quand même énorme qui pèse sur vous psychologiquement, mentalement et au niveau des sentiments. Vous revenez avec toute votre charge de frustration et vous trouvez une ambiance hostile, très hostile. Donc imaginez-vous que peut-être votre condition psychologique et je pense que ça ne sera pas possible et ça je pense que c'est une question à prendre en charge ».

Cette vulnérabilité au niveau psychosocial se laisse voir dans les consultations et les formations pour les migrants de retour. C'est un défi non seulement pour les migrants de retour, mais aussi pour les conseillers à la réintégration, comme l'explique cet agent de l'OIM au Sénégal :

« 90% du temps je suis avec des migrants qui sont réticents, qui sont nerveux et qui sont malades. Parfois, tu expliques durant la session pendant 15 ou 10 minutes, un migrant lève la main pour dire : « Monsieur excusez-moi, mais je n'ai rien compris est-ce que tu peux revenir sur telle ou telle chose ». Je lui demande pourquoi et il me dit, qu'il a l'impression qu'il a une fuite de mémoire ou qu'il ne sent pas bien ».

Ces types d'observations sont fréquents et généralement relevés par différents conseillers et à ce sujet un représentant d'une ONG avouera que c'est seulement avec l'arrivée et la formation obtenue de

la « House of Hope » - une organisation qui s'occupe des personnes traumatisées - qu'il a réalisées que ces troubles de comportement sont liés au stress post-traumatique. Les conseillers essaient d'écouter individuellement ces retournés ou organisent des sessions d'écoute et de parole dans lesquelles les retournés peuvent raconter leurs expériences et exprimer leurs craintes. Mais, ils soulignent qu'ils ne sont pas de psychothérapeutes. C'est pourquoi ils essaient d'orienter les cas graves vers des spécialistes comme la « House of Hope » à Dakar ou les spécialistes de l'unité de protection de l'OIM.

Les conseillers interrogés s'accordent à dire que la réintégration psychosociale est une condition importante pour la réintégration sociale. Selon l'expérience des experts consultés, beaucoup de retournés une fois arrivés sur place font face à des problèmes sociaux. Il y a des migrants qui restent chez eux, qui ne sortent pratiquement pas et qui se cachent. Le représentant d'une ONG raconte le désir d'un retourné, qui lui a dit ceci : « *C'est que je préfère même que ma famille croit que je suis mort* ». Donc, voilà des gens qui se sont déclarés mort socialement et c'est cette mort sociale qu'ils craignent lorsqu'ils sont rapatriés de force. Ceux qui demandent à rentrer s'attendent aussi à un accueil très froid en général parce qu'on les compare à d'autres qui n'ont pas réussi, mais qui ne sont pas revenus et qui ont quand même pour la société un comportement héroïque. En conséquence, il convient de prendre en considération qu'il y a un travail à faire sur les familles au même titre que sur le migrant lui-même.

Beaucoup d'expert définissent la réintégration sociale en lien avec le fait *d'être en paix* avec sa famille et surtout que les retournés soient acceptés et accueillis par leur famille et qu'elle comprenne leur situation. Un expert est convaincu qu'un migrant de retour qui souffre de stress post-traumatique et qui ne reçoit aucun soutien professionnel peut aller mieux si toutefois la famille accepte de le soutenir et de l'accompagner. Pour ces experts de la réintégration, la famille joue un rôle décisif dans la réintégration sociale. C'est pourquoi certains conseillers prennent contact avec les familles avant même le retour du migrant pour préparer le terrain, inscrivant ainsi le processus dans le registre du retour négocié. Des fois, il y a deux à trois visites où le conseil échange avec les membres de famille dans le but de faciliter son retour et de s'assurer que le retourné sera

bien accepté une fois de retour dans la famille. De la sorte, les deux parties sont mieux préparées au retour pour permettre une meilleure réintégration. Le retour négocié et de la grande importance dans le cas des migrants mineurs se trouvant dans des situations de vulnérabilité et devant être rapatriés, les acteurs institutionnels s'inscrivent dans une démarche de négociation avant le retour de l'enfant. Et, un responsable d'une ONG locale du Sénégal nous explique que lorsque l'OIM identifie un enfant migrant dans les zones de transit, elle formule une demande de référencement³. À partir de ce moment, une recherche de la famille de l'enfant est déclenchée. Une fois les parents de l'enfant migrant retrouvé, l'ONG a en charge de négocier le retour de l'enfant. On parlera ainsi de négociations en amont. Si ce travail de négociation effectué par l'ONG et la famille n'ont pas abouties à une entente, « *l'enfant aura tendance à repartir* », car il ne pourra pas supporter le poids de l'humiliation. À ce sujet, le Directeur du Centre Académique d'Orientation Scolaire et professionnelle raconte :

« Lorsque le projet de retour de l'enfant est bien discuté avec les parents et qu'il soit accepté, l'enfant a tendance à percer à l'école, comme j'ai eu à rencontrer des cas dans une école de village ».

Cependant, d'autres conseillers ne peuvent intervenir qu'après le retour du migrant et ils essaient également de faire comprendre à la famille la situation de ce dernier. Selon eux, ces interventions sont d'autant plus nécessaires que la famille ne participe pas dans la prise de décision du retour. C'est souvent le migrant seul, qui prend la décision de rentrer et le retour n'est pas négocié avec la famille. Pour de nombreux membres de la famille, il est incompréhensible qu'un migrant, qui est arrivé en Europe veut retourner dans son pays aussitôt alors qu'il y a mille opportunités de réussir.

Pour les migrants, c'est un défi énorme de prendre seul la décision de retourner, surtout si le voyage a été financé par la famille ou si le migrant a détourné de l'argent pour voyager, comme nous l'avons montré supra. Dans ce cas, on observe d'après les matériaux recueillis dans le terrain que ça ne sera pas une décision personnelle, mais plutôt une décision familiale. En outre, il y a des organisations,

³Il convient de souligner que toute demande de référencement est motivée par l'enfant qui manifeste un désir de retourner dans son pays.

dont leur compréhension de la réintégration sociale est plus large et dépasse la réintégration dans la famille. Pour elles, l'intégration sociale implique au moins avoir accès à un logement et à l'éducation et en plus avoir des papiers d'identité. Mais, se dégage aussi le consensus que la réintégration sociale est la clé de réussite de la réintégration économique. Sans la réintégration sociale, la réintégration économique est vouée à l'échec.

La réintégration économique est une dimension où beaucoup d'actions sont prises et où des grandes sommes d'argent sont investies. Comme mentionné, de nombreuses organisations s'engagent au niveau national, international ou transnational dans la réintégration économique des migrants de retour. Leurs approches varient, allant de projets individuels à des projets collectifs, encourageant des projets d'entrepreneuriat à des projets de placement salarié, focalisant des domaines spécifiques comme l'agriculture, le commerce ou le transport. Ces projets de la réintégration économique sont perçus importants, car ils donnent au migrant de retour la possibilité de mettre en place une activité génératrice de revenu et de participer financièrement aux dépenses de la famille, ce qui soutient aussi sa réintégration sociale. Le grand défi pour les conseillers est donc d'orienter les retournés vers un projet où ils ont des compétences et qui se trouve dans le cadre financier prévu. Un conseiller de l'OIM au Sénégal décrit ce processus en ces termes :

« Donc c'est lors des sessions qu'ils essayent de trouver une idée par rapport à l'entrepreneuriat durant le premier ou le deuxième jour, lorsque tu les poses la question de savoir ce qu'ils veulent faire ou bien ce qu'ils comptent faire, certes ils vont te donner des idées comme ça, mais après discussion deux à quatre jours après, on ressent un peu que les 75% des migrants changent de projets ».

Le cadre financier varie considérablement en fonction des pays d'où les migrants reviennent et le programme où ils seront inclus. Souvent, il s'agit des projets individuels du micro-entrepreneuriat. Dans ce contexte, il est noté que les taux d'échec pour les projets axés autour des micro-entreprises sont énormes. Il y a des conseillers qui estiment les taux d'échec entre 50% et plus de 90%. Plusieurs raisons sont identifiées pour cela et un représentant de COSPE nous dira que :

« Ce n'est pas tout le monde qui est entrepreneur, c'est une question de mentalité. (...) Donc il y'a des personnes qui ont une mentalité d'entrepreneuriat indépendamment de leurs degrés de scolarité. (...) Donc il faut non seulement miser sur l'auto-emploi, mais il faut miser aussi sur l'emploi salarié ».

Une autre raison à l'échec des projets est identifiée dans les procédures administratives (longue durée) et la somme relativement limitée mise à disposition pour la réalisation du projet. Les conseillers constatent que les migrants ont d'abord besoin d'assurer les dépenses prioritaires pour vivre. Si leurs besoins ne sont pas pris en compte, une grande partie du financement ou des bénéficiaires du projet serviront à payer les frais d'alimentation, d'habitation, de transport ou de rembourser des dettes, ce qui fait que souvent le projet peine à décoller. À ceci, il faut ajouter les techniques ainsi que la temporalité des programmes de formation. En effet, il y a des formations allant de cinq (5) jours à plus de six (6) mois. S'agissant du temps de la formation, notamment lorsque le délai est court, les conseillers sont convaincus que les formations accélérées allant de quinze (15) jours ou d'un mois ne suffisent pas pour avoir assez d'expérience ou de compétences pour d'être opérationnel d'une façon autonome. Le contenu transmis joue également un rôle, car la formation dite standard ne convient pas pour tous au regard des différences des projets et des différences individuelles des besoins de ces nouveaux entrepreneurs. Il convient plutôt de voir les faiblesses individuelles pour intervenir. Enfin, l'accompagnement, notamment individuel s'avère décisif pour la réussite du projet comme le souligne le représentant de l'ONG COSPE en ces termes :

« Pour vous donner un exemple si vous accompagner une entreprise pendant trois mois, le taux d'échec moyen ça sera de 90%. Si vous l'accompagnez pendant six mois, le taux d'échec ça sera de 70%. Si vous l'accompagnez pendant un an, c'est un versement proportionnel donc la durée de l'accompagnement influe positivement sur le taux d'échec »

L'accompagnement n'est pas seulement compris de la manière technique, mais aussi dans le sens de médiations entre la gérance du projet et les besoins familiaux. Les conseillers se réfèrent au contexte culturel ou une personne est le soutien de nombreux membres de sa famille. Le migrant de retour, travaillant seul sur son projet est sollicité de toute part. Et, s'il tente de répondre à toutes ces

sollicitations, il ne pourra pas gérer efficacement son budget et ses revenus. Son projet sera voué à l'échec à cause des dépenses qui ne peuvent pas être supportées. Et le retourné risque d'être stigmatisé doublement comme un perdant. D'abord comme migrant ayant échoué et ensuite comme entrepreneur raté. Donc c'est très important que la famille soit impliquée dans le projet dès le commencement. Il y a des organisations qui ne font pas seulement une enquête individuelle avec le migrant de retour, mais elles s'intéressent aussi à son milieu et de la sorte la famille est impliquée. Ainsi, le retourné et la famille doivent prendre des engagements et le migrant de retour est encadré non seulement par l'accompagnement organisationnel, mais aussi par la famille. Et, s'il y'a des problèmes, ceux-ci sont exposés dans l'entourage familial. L'implication de la famille offre beaucoup plus de possibilités de réussite par rapport à une non-implication familiale. Avec l'implication de la famille, ce n'est pas seulement le migrant qui est soutenu directement, mais il y'a aussi l'entourage familial qui saura bénéficier plus tard des retombées positives.

Ces débats sur la réintégration des migrants de retour montrent la multi dimensionnalité et la complexité du phénomène. Les perspectives des conseillers en vue de retour en Afrique de l'Ouest montrent que les dimensions de la réintégration sont inter-liées. Mais au niveau politique, et ce jusqu'à présent, la dimension économique est favorisée. Ceci ne reflète pas l'expérience des conseillers de terrain. Dans leur opinion la dimension psychosociale est laissée en rade. Pour le représentant d'une ONG des migrants (FASER) la dimension psychosociale est la plus importante :

« Nous insistons beaucoup sur cet aspect de la réintégration qui une fois réussie permet de faciliter les autres volets de la réintégration (...) c'est-à-dire faire tout pour réussir l'assistance psychosociale d'abord. Ensuite, passer au projet de réintégration sociale et puis à la réintégration économique ».

La priorisation des dimensions de la réintégration est justifiée par le fait qu'il ne sert à rien d'encourager la réintégration économique et investir dans un projet, si le retourné n'est pas capable de l'exploiter à cause d'un blocage psychosocial. Pour réussir, il faut des structures pluridisciplinaires avec des experts de santé et psychosociaux, des experts pour la réintégration sociale et des experts techniques et des

experts en économie. Pour l'heure, les approches ne sont pas très adaptées à la réalité des migrants et leurs besoins spécifiques. Cependant, les conseillers en vue de retour parlent rarement d'une réintégration durable, comme s'est nommée dans les débats scientifiques, bien que leur conception de la réintégration implique les trois dimensions. Également ils ont une vision claire du processus de la réintégration et assez bien exprimée par le représentant du FASER :

« C'est le retour aux sources, le retour au point de départ retrouver sa place au sein de la société, la famille qu'on avait quittée. (...) Donc le retour est terminé lorsque le migrant a des revenus qui lui permettent d'avoir le choix de rester au pays sans contrainte d'ordre économique. (...) . La conséquence de l'échec du projet de réintégration est la rémigration. Ainsi, de nombreux retours sont des retours temporaires et dès que la situation paraît insurmontable pour le migrant il pense à repartir en migration à nouveau. On se retrouve ainsi dans un cercle infernal et un éternel recommencement ».

Cette compréhension de la réintégration est proche de la notion de l'OIM qui vise principalement de soutenir des migrants de retour vulnérable au niveau psychosocial, social ou économique. À part les aspects positifs de l'accompagnement des retournés, les structures établies pour leur soutien peuvent faire courir le risque de dépendance. Si les conseillers assument trop des responsabilités dans l'accompagnement, les attentes d'aides peuvent être générées et évoquer une passivité et une dépendance croissante. Ainsi, les conseillers doivent trouver un équilibre dans l'accompagnement qui permet un encadrement suffisant sans établir de dépendance. Ce conseiller de la GIZ explique :

« La réintégration c'est réussir pour moi lorsque la personne arrive à s'affirmer par lui-même, que la personne arrête de dire qu'est-ce qu'on fait pour elle ? Ou bien ce que nous avons prévu pour eux, qu'est-ce qu'on doit attendre de nous ? Pour moi c'est à partir de ce moment que je dis à une personne que j'ai conseillé qui est revenue et qui a été appuyée pour sa réintégration a réussi ».

L'analyse des acteurs engagés dans l'assistance pré-retour en Allemagne et en Suisse ainsi que dans l'assistance post-retour en Gambie, en Guinée et au Sénégal, a montré une variation de la signification de la réintégration. Alors que les acteurs de l'aide pré-

retour mettent l'accent sur la Réintégration économique des migrants, les acteurs de l'aide post-retour soulignent l'importance de la dimension sociale et psychologique pour une réintégration réussie. Pour eux, la réintégration sociale, et en particulier la famille, est la clé de réussite de la réintégration économique. Sans la réintégration sociale, la réintégration économique est vouée à l'échec. C'est la raison pour laquelle l'importance de l'implication de la famille dans le soutien institutionnel aux migrants de retour a été soulignée comme étant crucial, non seulement pour la réintégration des retournés en général, mais aussi pour leur réussite des projets de retour individuels assistés. Le succès de ces projets profite également à la famille.

Conclusion

La réintégration est un processus complexe, multidimensionnel et aussi culturellement ancré. Surtout, si nous considérons de plus près les différentes compréhensions de la réussite ou de l'échec d'un tel processus. Il existe une variété de perception non seulement entre les acteurs de la politique de retour et les migrants eux-mêmes, mais aussi entre les acteurs clés de l'aide au retour en Allemagne et en Suisse et dans les trois pays d'Afrique de l'Ouest : Gambie, Guinée-Conakry et Sénégal. Les résultats préliminaires montrent bien que pour les migrants de retour, la réintégration est réussie lorsqu'ils ont retrouvé leur place dans la société au sens large et qu'ils peuvent continuer à soutenir leur famille d'une manière ou d'une autre, même si ce soutien implique parfois que quelqu'un travaille au-delà des frontières et ne soit pas tous les jours dans la famille. Pour eux, une ré-migration n'est pas un échec en soi, mais c'est plutôt l'exclusion sociale, la stigmatisation ou les problèmes psychiques qui empêchent la réintégration sociale. L'importance des rôles que jouent les familles pour l'émigration des leurs a été démontré, mais également le rôle crucial qu'elles jouent pour l'intégration. La manière dont les retournés, leurs familles et leurs communautés interprètent, embrassent, rejettent ou évaluent la signification et l'impact du retour même d'un membre de la famille, doit être prise en considération dans l'analyse des « succès » et des « échecs » du processus de la réintégration des retournés. La plupart des retournés sont confrontés à de multiples obstacles et stigmates qui se

chevauchent dans leur processus de réintégration : stigmatisés du retour lui-même, surtout s'ils reviennent les mains vides et que la famille a contracté une dette pour leur migration et/ou problème de santé mentale. Si les familles sont impliquées dans le processus du retour et s'il s'agit d'un « retour négocié », elles peuvent jouer un rôle de soutien du retourné, même s'il n'a pas réussi dans la migration selon leur point de vue. Donc, leur soutien au niveau social et psychosocial avant le début effectif du processus de réintégration doit être souligné, car sans ce soutien, la réintégration du migrant ne peut se faire qu'avec beaucoup de difficultés. Vice-versa, la décision de retour n'a pas seulement un impact sur les possibilités et les chances de vie du retourné, mais aussi sur toute sa famille. À ce propos - avec d'autres auteurs (King et Lulle, 2022), - nous voyons un besoin de recherche future, par exemple sur les questions de comment la vie des membres de la famille change-t-elle lorsque quelqu'un rentre chez eux, ou comment cela affecte-t-il leurs « réussites » et leurs « échecs ». La réintégration économique est principalement perçue comme le facteur le plus important pour une réintégration réussie parmi les acteurs clés de l'aide au retour en Allemagne et en Suisse. Alors que les programmes de retour européens en particulier sont toujours fortement axés sur la réintégration professionnelle des retournés, nous constatons que les praticiens appellent à des mesures concrètes qui prennent mieux en compte les composantes sociales et psychosociales de la réintégration; telles qu'un ancrage plus solide de l'aide au retour dans l'environnement social des retournés ou des offres psychosociales à bas seuil après le retour, afin que les personnes retournées puissent profiter au mieux du soutien. En outre, il a été constaté que les acteurs basés dans les pays d'Afrique de l'Ouest soulignent l'importance d'un accompagnement des retournés pour la réussite de leur réintégration en général et pour le succès de leurs projets d'entreprise en particulier. Il n'est donc pas étonnant que ces acteurs considèrent le succès comme une réussite collective et l'échec comme un échec individuel des migrants. En d'autres termes, ces acteurs ont tendance à mettre en avant leur rôle important en cas de réussite du processus de réintégration, alors qu'un échec est raconté comme un échec individuel, soit parce que le retourné n'a pas fait assez d'efforts pour négocier avec la famille, soit dans l'organisation et/ou dans la réalisation de son projet financé de

réintégration. Pourtant, l'assistance concrète après le retour a reçu jusqu'à présent peu d'attention de la part des politiques et de la recherche (Feneberg, 2019). Nous suggérons des perspectives d'approfondissement de ces pistes de recherches et plus spécifiquement sur la nature, la fréquence et la coordination générale de ces mesures d'assistance parmi les acteurs engagés dans la réintégration des migrants de retour en Afrique de l'Ouest. Tout comme on se pose la question de la manière la plus optimale pour les familles, d'autres acteurs étatiques et non étatiques doivent être impliqués à l'avenir afin que les retournés bénéficient de meilleures conditions pour une intégration au retour réussie. Ceci dit, si l'une des trois dimensions de la réintégration décrites (la dimension économique, la dimension sociale et la dimension psychosociale) n'est pas présente, on ne peut pas parler d'une réintégration complètement réussie.

Bibliographie

- Akesson, L. et Eriksson Baaz, M. (2015). Africa's return migrants: New developers? [En ligne], 2015) consulté sur le 28 janvier 2022. URL: DOI: [10.5040/9781350218239](https://doi.org/10.5040/9781350218239)
- Ammassari, S., (2009). *Migration and Development: Factoring Return Into the Equation*, Cambridge Scholars Publishing.
- Beauchemin, C., Flahaux M.-L., Schoumaker, B. (2020). « Three sub-Saharan migration systems in times of policy restriction », dans *Comparative Migration Studies* [En ligne], 2020, 8 (19) consulté sur le 28 janvier 2022. URL: <https://doi.org/10.1186/s40878-020-0174-y>
- Black, R. et Gent, S. (2006). « Sustainable Return in Post-conflict Contexts », dans *International Migration* [En ligne], 2006, 44 (3) pp. 16-38, consulté sur le 27 décembre 2021. URL: <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/pdf/10.1111/j.1468-2435.2006.00370.x>.
- Brannen, J., Elliott, H., Phoenix, A. (2016). « Narratives of success among Irish and African Caribbean migrants », In : *Ethnic and Racial Studies* [En ligne], 2016, 39(10) pp. 1755-1772. Consulté sur le 21 décembre 2021. URL: <https://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/01419870.2015.1124125>.

- Bredeloup, S. (1992). « Itinéraires africains de migrants sénégalais » In : *Hommes et Migration*, numéro 1160, pp 16-21.
- Bredeloup, S. (2019). *Les formes plurielles de la migration de retour*, <https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations//view/entretien/enoel/54833>.
- Camara, L. (2018). « Pratiques religieuses, culture de la migration et imaginaires migratoires en Afrique subsaharienne : les contextes sénégalais et guinéens » In : *Semestrare di Studi e Ricerche di Geografia*, Università Di Roma Sapienza, pp.7-27.
- Cassarino, J.-P. (2004). «Theorising Return Migration: the Conceptual Approach to Return Migrants Revisited», In : *International Journal of Multicultural Societies* [En ligne], 2004, 6(2), pp. 253-279, URL:<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01237439/document> consulté le 21 décembre 2021.
- Cassarino, J.-P. (2014). *Reintegration and Development*, Robert Schuman Centre for Advanced Studies European, Fiesole (FI): University Institute (EUI), [En ligne], 2014, <http://www.eui.eu/RSCAS/Publications/> <http://rsc.eui.eu/RDP> [last accessed: January 3] site consulté le 3 janvier 2022.
- Daum, C. (1993). *Quand les immigrés du Sahel construisent leur pays*, L'Harmattan-Institut Panos.
- Daum, C. (2007). « Migration, retour, non-retour et changement social dans le pays d'origine ». In : Petit V. (ed.). In : *Migrations internationales de retour et pays d'origine*. Nogent-sur-Marne : CEPED, pp. 157-169. (Rencontres). ISBN 978-2-87762-175-5. ISSN 1772-0125.
- Dubow, T. et Kuschminder, K. (2021). « EU Exit Regimes in Practice: Sustainable Return and Reintegration», ADMIGOV deliverable 2.4, Maastricht: Maastricht University. [En ligne], consulté le 21 décembre 2021. Available at URL : <http://admigov.eu>
- Feneberg, V. (2019). 'Ich zwinge niemanden, freiwillig zurück zu gehen. Die institutionelle Umsetzung der Politik der geförderten Rückkehr durch staatliche und nicht-staatliche Akteure', *Zeitschrift für Flucht- und Flüchtlingsforschung*, 3 (1): 8-43.
- Flahau M.-L. (2013). *Retourner au Sénégal et en RD Congo. Choix et contraintes au cœur des trajectoires de vie des migrants*, Louvain-la-Neuve : Presses universitaires de Louvain.
- Flahaux, M.L. (2020). «Reintegration After Return : Conceptualisation and Empirical Evidence from the Life Course of Senegalese and

- Congolese Migrants», dans *International Migration* [En ligne], consulté le 21 décembre 2021. URL: Doi:10.111/imig.12705
- Flahaux, M.-L., Eggerickx T., Schoumaker B. (2017). « Les migrations de retour en Afrique », *Espace populations sociétés* [En ligne], 2017/1 | 2017, mis en ligne le 25 juin 2017, consulté le 25 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/eps/7081> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/eps.7081>
- Gueye, D. (1999). « Le poids de l'héritage familial dans la médiation sociale » dans *UTINAM*, n°25, l'Harmattan; pp. 171-178.
- Gueye, D. & Deshingkar P., (2020). *Irregular Migration in Senegal Faith, Dreams and Human Smuggling through the Desert and Sea*. Working paper, Migrating out of Poverty Consortium, University of Sussex.
- Gueye, D. (2020). « Dilemme de migrants « naufragés » du désert » In : *Revue Africaine des Migrations Internationales*, N° 1, juin.
- Gueye, D. (2007). « Les mobilisations pour le départ migratoire », *Migrations Société*, 2007/1 (N° 109), p. 11-26. DOI : 10.3917/migra.109.0011. URL : <https://www.cairn.info/revue-migrations-societe-2007-1-page-11.htm>.
- King, R., et Kuschminder, K. (2022). «Introduction: definitions, typologies and theories of return migration” In : R. King et K. Kuschminder (coord.). *Handbook of Return Migration*. Cheltenham, UK and Northhamton, MA, USA: Edward Elgar Publishing, 1-23.
- King, R., et Lulle, A. (2022). “Gendering return migration” in King, R. et Kuschminder K. (coord.). *Handbook of Return Migration*, Cheltenham, UK and Northhampton, MA, USA: Edward Elgar Publishing, 53-69.
- Kuschminder, K. (2022). « Reintegration Strategies » In : R. King et K. Kuschminder (coord.). *Handbook of Return Migration*. Cheltenham, UK and Northhamton, MA, USA: Edward Elgar Publishing, 200-240.
- Lietaert, I. (2022). « Critical reflections on assisted return programmes and practices”, In : King, R. et Kuschminder K. (coord.), *Handbook of Return Migration*, Cheltenham, UK and Northhampton, MA, USA: Edward Elgar Publishing, 108-121.
- Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Économique et du Développement (BMZ) (2019). ‘Perspektive Heimat’, Berlin : Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Économique et du

Développement (BMZ), URL:
<https://www.bmz.de/de/entwicklungspolitik/perspektive-heimat> consulté le 5 janvier.

- New Placement International (2021). Perspectives d'emploi et d'avenir pour les personnes intéressées par un retour au pays, Berlin : BBQ, Bildung und Berufliche Qualifizierung, [En ligne], 2021, consulté le 11 janvier 2022. www.biwe.de
- Ngom, A. (2017). « Les Tentatives d'Emigration par la Mer de Jeunes Sénégalais de Casamance », In : *Revue des Sciences Sociales*, N° 57, Strasbourg. <https://doi.org/10.4000/revss.353>
- Nzima, D., Moya, P. (2017). «The new 'diaspora trap' framework: Explaining return migration from South Africa to Zimbabwe beyond the 'failure-success' framework», In : *Migration letters*, [En ligne], 2017, 14(3), 355-370 consulté le 21 décembre 2021. URL: <https://doi.org/10.33182/ml.v14i3.349>
- Organisation internationale pour les migrations (OIM). (2017). «Vers une approche intégrée de la réintégration dans le contexte du retour». [En ligne], consulté le 19 décembre 2021. URL : https://www.iom.int/sites/g/files/tmzbdl486/files/our_work/DM/AVRR/towards-an-integrated-approach-to-reintegration-fr.pdf
- Organisation internationale pour les migrations (OIM), (2020). *L'endettement des migrants de retour et l'impact sur la réintégration durable au Sénégal* [En ligne], consulté sur le 19 janvier 2022. <https://displacement.iom.int/reports/s%C3%A9n%C3%A9gal-%E2%80%94-rapport-de-recherche-%E2%80%94-lendettement-des-migrants-de-retour-et-limpact-sur-le>
- Pauli, J. (2021). "Return migration" in J.H. Cohen et I. Sirkeci (coord.), In: *Handbook of Culture and Migration*, Cheltenham, UK and Northampton, MA, USA: Edward Elgar Publishing, 95-109.
- Quiminal, C., (1991). Gens d'ici et gens d'ailleurs. Migrations Soninké et transformations villageoises, Christian Bourgeois.
- Quiminal, C. (2002). « Retours contraints, retours construits des émigrés maliens », In : *Hommes et Migrations*, p. 1236, pp. 35-43. DOI : [10.3406/homig.2002.3804](https://doi.org/10.3406/homig.2002.3804)
- Sinatti, G. (2011). « "Mobile transmigrants" or "unsettled returnees"? Myth of return and permanent resettlement among Senegalese

- migrants », In: *Population, Space and Place*, 17 (2), pp. 153-166.
DOI : [10.1002/psp.608](https://doi.org/10.1002/psp.608)
- Sinatti, G. et Horst, C. (2015). "Migrants as Agents of Development: Diaspora Engagement Discourse and Practice in Europe", In: *Ethnicities*, 15 (1), 134-52.
- Tandian, A. (2019). La migration – Mon projet. Les Candidats et les Réseaux Migratoires. Cas de la république de Guinée. Rapport d'Étude, GERM.